

## Elites américaines en campagne

# Le populisme, voilà l'ennemi !

Dans un climat social marqué par l'inquiétude des salariés américains, les discours de M. Patrick Buchanan et la possibilité d'une nouvelle candidature de M. Ross Perot ont relancé le débat sur le "populisme". La convergence de fait entre les orientations économiques et diplomatiques de M. William Clinton et celles de M. Robert Dole, son probable concurrent républicain, incite en effet les nombreux mécontents à chercher la solution ailleurs que dans les partis traditionnels. Mais l'appellation de "populistes" dont on les qualifie n'a-t-elle pas surtout pour objet d'occulter les vraies questions qu'ils posent ?

Lorsqu'un mouvement né il y a un peu plus d'un siècle aux Etats-Unis, à la fois progressiste, de tradition rurale et structuré par un programme de transformation économique ambitieux et précis, se métamorphose en une épithète informelle apposée au tout-venant (le *Ku Klux Klan* et M. Ross Perot, Arletty et Bruce Springsteen, les généraux Peron et Boulanger, Tolstoï et Frantz Fanon, l'historien humaniste Jules Michelet et M. Jean-Marie Le Pen...), chacun devrait avoir compris la fonction idéologique de l'amalgame : dissimuler les vrais rapports de pouvoir en fabriquant une catégorie qui fait diversion, substituer l'étude d'analogies de style à l'analyse des clientèles sociales et des programmes. Ici comme souvent, le consensus se nourrit du relâchement intellectuel et de l'inculture historique. C'est ainsi que, tel un virus, l'adjectif "populiste" contamine le journalisme et l'analyse sociale <sup>1</sup>.

Ce n'est pas que certains rapprochements soient interdits... En 1890, la convention du Parti populiste américain (le *People's Party*) fut l'occasion d'entendre Mary Ellen Lease, militante du Kansas, expliquer :

*"Wall Street possède le pays. Nous n'avons plus un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, mais un gouvernement de Wall Street, par Wall Street et pour Wall Street. Nos lois sont le produit d'un système qui pare les fripons d'une robe de juriste et qui habille l'honnêteté de guenilles. Le peuple est aux abois : que les limiers de l'argent qui nous harcèlent prennent garde."*

En 1892, la plate-forme du Parti populiste énonce en préambule :

<sup>1</sup> (1) Cf. François Brune, "Ces mots qui font accepter l'inacceptable", *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

*"La corruption domine l'élection, les législatures, le Congrès, et effleure l'hermine des magistrats. Les journaux sont subventionnés ou étouffés. Notre travail perd sa valeur, la terre se concentre dans les mains des capitalistes. Les ouvriers ne peuvent pas se syndiquer, des travailleurs importés font pression sur les salaires, le produit du labeur de millions est volé pour édifier de colossales fortunes <sup>2</sup>."*

Radical, le mouvement est aussi, parfois, inter-racial, y compris dans le Sud. Plus de soixante ans avant le démantèlement des lois ségrégationnistes, les populistes d'Arkansas parlent déjà des "opprimés, quelle que soit leur race".

Il n'est pas étonnant que certaines tonalités d'un discours dénonçant le capitalisme sauvage des "barons voleurs" américains de la fin du XIXe siècle se retrouvent dans les propos politiques des candidats (comme M. Buchanan), qui sollicitent les suffrages de leurs compatriotes à une période de restructurations industrielles et de cynisme patronal <sup>3</sup>. Mais il n'est pas innocent que, par le biais d'assimilations spécieuses, se développe, au nom de la lutte contre le populisme, une campagne contre les meilleures traditions de la gauche. Aux Etats-Unis comme en France.

*"Un fascisme à rebours qui récuse, comme ce dernier, l'individualisme libéral et le progrès <sup>4</sup>"* : relevant du mauvais journalisme, on retrouve un peu partout cette définition du populisme destinée à circonscrire le champ du discours politique acceptable. L'étude de l'extrême droite et de ses composants habituels (xénophobie, racisme et anti-intellectualisme) permet alors, en dénonçant tous les "extrémismes", de tirer à vue sur tous ceux qui s'aventureraient au-delà du "cercle de la raison". D'ailleurs, l'auteur précité estime également qu'en France

*"le chiffre de cinq millions d'exclus, avancé par quelques idéologues, est dramatiquement fantaisiste (...). Le populisme se nourrit du mythe de l'exclusion."*

Mythe aussi, explique Pierre Birnbaum, l'analyse qui oppose "le peuple et les gros <sup>5</sup>". Ici, le désir du politologue de refléter une réalité sociale diversifiée est louable. Mais il ne lui interdit pas toujours l'usage de syllogismes d'intimidation : certains "populistes" qui s'attaquaient à l'"apatrisme" des grandes banques étaient antisémites ; critiquer la mondialisation et l'excroissance financière de nos sociétés devient donc aussitôt suspect. Or déjà, souvenons-nous, la dénonciation de l'exclusion menait aux portes d'un "fascisme à rebours".

Sur un mode moins totalitaire, Michael Kazin vient de publier une histoire détaillée et subtile du populisme américain <sup>6</sup>. Mais l'auteur a beau répugner aux amalgames habituels, son itinéraire le conduit à la fois sur les pas du président Andrew Jackson, des syndicalistes de gauche de l'*American Federation of Labor (AFL)*, des ligues prohibitionnistes, de Jack London, du maccarthysme, de la "nouvelle gauche", du gouverneur ségrégationniste George Wallace, de M. Ronald Reagan et de M. William Clinton. Le lien est forcément ténu : discours destiné aux classes populaires et moyennes,

---

<sup>2</sup> Lire Howard Zinn, *A People's History of the United States*, Harper & Row, New York, 1980.

<sup>3</sup> Cf. par exemple le licenciement de 40 000 salariés par ATT, qui, provoquant une flambée de la valeur de l'action ATT, a rapporté, via le système des "stock options", 5 millions de dollars à M. Robert Allen, PDG de la société.

<sup>4</sup> Alain-Gérard Slama, *La Régression démocratique*, Fayard, Paris, 1995.

<sup>5</sup> Pierre Birnbaum, *Le Peuple et les Gros : histoire d'un mythe*, Hachette, coll. Pluriel, Paris, 1995.

<sup>6</sup> Michael Kazin, *The Populist Persuasion*, Basic Books, New York, 1995.

opposition proclamée aux "élites", capacité d'utiliser les moyens modernes de communication <sup>7</sup>, volonté de mobiliser politiquement des citoyens excédés par le "système". Seulement, si vouloir s'adresser à la majorité du peuple devient gage de populisme et donc marque d'infamie, mieux vaut sans doute revenir au suffrage censitaire.

Le peuple et les élites : en matière de "populisme", tout est évidemment question de définition. Qui est le peuple ? Qui sont les élites ? Aussi longtemps que la question ne se posait pas vraiment, le "populisme" ne représentait une hantise que pour la droite. Car le peuple, c'était d'abord la gauche. Et les "deux cents familles", le "mur d'argent", les compagnies de chemin de fer, la "presse de Wall Street", autant de clientèles de l'adversaire.

Les passerelles furent nombreuses entre les socialistes et les populistes (en France, sous la III<sup>e</sup> République, le Parti radical, dont le discours et la clientèle sociale rappellent le populisme américain <sup>8</sup>, contracta des alliances électorales avec des partis marxistes). Mais les différences de fond imprimaient des identités fortement distinctes. Les populistes américains et les radicaux français ne remettaient en cause le capitalisme ni dans son ensemble ni dans sa logique. Ils dénonçaient d'abord ce qui faisait obstacle à leur promotion sociale dans le système existant : privilèges politiques, cartels, monopoles, banques, "aristocratie de papier".

Le New Deal aux Etats-Unis, le Front populaire en France, représentèrent l'âge d'or d'une rencontre entre partis progressistes, ouvriers, paysans, employés, intellectuels et pouvoir d'Etat. Mais, si, en France, les passages de la gauche au pouvoir furent jusqu'en 1981 toujours suffisamment brefs pour l'obliger à retourner au peuple <sup>9</sup>, la situation américaine se caractérisa par l'installation à Washington, pendant près de vingt ans (1932-1952), d'une coalition informelle entre Parti démocrate, chefs syndicaux, universitaires et technocrates. Progressivement, c'est eux qui, de plus en plus mal placés pour dénoncer l'"élite", cédèrent aux républicains l'usage de quelques bribes d'un discours "populiste" laissé en jachère.

Avec le maccarthysme, son puritanisme et ses chasses aux sorcières, l'intelligentsia de gauche s'aperçoit que la droite peut mobiliser une partie du peuple contre elle. Et, redécouvrant le "populisme", elle le voue alors aux gémonies. Derrière le cri "Vingt années de trahison !", le sénateur républicain du Wisconsin dénonce en effet pêle-mêle l'Etat, les universités, les grands journaux, Hollywood, tous infestés de communistes, de décadents, d'"anti-Américains" d'ailleurs souvent juifs. En apparence, les philistins se soulèvent contre l'Amérique progressiste et savante. Elle les accueille avec mépris.

Car les intellectuels démocrates, au lieu de s'interroger sur les responsabilités de leur parti qui, à partir de 1945, avait nourri la paranoïa anticommuniste et donc, par associations concentriques, le soupçon sur tous ceux qui, pendant le New Deal, avaient travaillé avec des communistes, choisirent de traiter le problème comme s'il était d'abord d'ordre culturel, voire psychiatrique. L'un des plus grands historiens américains, Richard Hofstadter, suggère ainsi que le maccarthysme est

---

<sup>7</sup> Ce qui, chez certains auteurs, suffit pour être catalogué "populiste" : MM. Silvio Berlusconi, Patrick Buchanan et Jean-Marie Le Pen grâce à leur maîtrise de la télévision ; le Père Charles Coughlin, le président Franklin Roosevelt et M. Rush Limbaugh en raison de leurs talents à la radio ; MM. George Wallace et Ronald Reagan (formé à Hollywood) parce qu'ils savaient ciseler des "petites phrases"...

<sup>8</sup> Les différences les plus importantes sont sans doute que le mouvement populiste américain de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle était fortement marqué par l'évangélisme protestant et parlait au nom de petits fermiers déjà bien intégrés à l'économie marchande alors que le Parti radical privilégiait le combat laïque et séduisait une paysannerie largement protégée de la concurrence et à l'écart des circuits financiers.

<sup>9</sup> Cf. Serge Halimi, Sisyphus est fatigué : les échecs de la gauche au pouvoir (1924-1936-1944-1981), Robert Laffont, Paris, 1993.

l'aboutissement d'une "tradition populiste et progressiste qui a tourné, devenant antilibérale et intempérante". Or il ne s'agissait nullement d'une métamorphose : la

"déconversion" résultait du "développement de certaines tendances ayant toujours existé, en particulier dans le Midwest et dans le Sud : l'isolationnisme et l'ultra-nationalisme, les phobies religieuses, raciales et identitaires, le ressentiment à l'encontre des grosses entreprises, des syndicats, des intellectuels, des États du Nord-Est et de leur culture <sup>10</sup>".

L'assimilation entre populisme et maccarthysme était pourtant discutable : le populisme fut particulièrement puissant dans le Sud, le maccarthysme dans le Midwest ; les populistes proposaient un programme détaillé de réformes économiques, le sénateur républicain se contentait de diatribes contre les "subversifs" ; les partisans de McCarthy correspondaient à l'électorat qui s'était opposé aux candidats populistes et progressistes, puis au New Deal <sup>11</sup>.

### "Minorité civilisée" contre "petits Blancs"

Néanmoins, l'amalgame donna naissance à ce qui deviendrait l'approche institutionnelle du "populisme" (largement plagiée en France, notamment dans l'étude du poujadisme, puis du Front national). Au lieu d'être soumis au crible d'une analyse sociale, le phénomène "populiste" justifia la recension des traits psychologiques de l'extrémisme : un "style paranoïaque", une "tendance à vouloir séculariser une vision religieuse du monde", des allergies raciales et insulaires. Alors que c'était elle qui avait permis toutes les victoires de la gauche, la classe ouvrière blanche était tout à coup devenue suspecte. Richard Hofstadter l'avait admis : réagissant à la domination des structuralistes, il s'était

"plus intéressé aux aspects symboliques de la politique qu'à la formation des institutions et à la distribution du pouvoir <sup>12</sup>".

Sur ce terrain des "aspects symboliques", ce fut alors la ruée des experts. Le "populisme" se trouva associé à une "personnalité autoritaire" résultant d'un "retard culturel" auquel on pouvait remédier grâce à un programme de "rééducation". Le tout était apprécié scientifiquement grâce à une panoplie d'"échelles" (autoritarisme, antisémitisme, conservatisme, etc.). L'"échelle" du fascisme, par exemple, mesurait l'agressivité, le cynisme, la rigidité morale, l'intolérance à l'ambivalence, l'infantilisme sexuel...

Comme Christopher Lasch en fit l'observation, on définissait ainsi, à partir des postulats "éclairés" de la "minorité civilisée", des

"critères de santé politique auxquels seuls les membres d'une avant-garde auto-constituée répondaient <sup>13</sup>".

<sup>10</sup> Richard Hofstadter, *The Age of Reform*, Random House, New York, 1955.

<sup>11</sup> Pour une réfutation de l'analyse de Richard Hofstadter, Cf. Michael Rogin, *The Intellectuals and McCarthy : The Radical Specter*, MIT Press, Cambridge, 1967

<sup>12</sup> Cf. Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics*, Alfred Knopf, New York, 1966.

<sup>13</sup> Christopher Lasch, *The True and Only Heaven*, Norton, New York, 1991.

Car, installée au pouvoir, dorlotée de privilèges, protégée des intempéries sociales, la haute intelligentsia progressiste trouvait désormais le peuple un peu grossier, irrationnel, rigide, en un mot trop "populiste". Ayant bien intégré son propre discours sur "la fin des idéologies"<sup>14</sup> et la légitimité des experts, elle en vint presque naturellement à envisager le traitement psychologique et bureaucratique de cette dissidence populaire.

"Power to the people" : empruntant son slogan aux *Black Panthers*, la nouvelle gauche des années 60, dont les parents avaient fait le *New Deal*, chercha à mobiliser politiquement des groupes que les démocrates au pouvoir préféraient voir rester tranquilles : Noirs, travailleurs agricoles hispaniques, mineurs des Appalaches (les "exclus" d'alors). Mais les étudiants radicaux, qui escomptaient une contagion des soulèvements contre le "système", accélérèrent sans le vouloir le basculement à droite des petits Blancs pris dans l'étau du déclassement, entre un Etat qui ne les protégeait plus et des minorités raciales dont le contact les terrifiait. En effet, instruits des préceptes des campus, les étudiants voyaient et pas toujours à tort dans la classe ouvrière de leur pays une somme d'embourgeoisement, de matérialisme, de sexisme, de nationalisme et de racisme. Cette "barrière des valeurs" et cette condescendance, les républicains en firent le meilleur usage<sup>15</sup>. Pendant qu'ils oeuvraient économiquement pour les riches, ils proclamèrent leur attachement à une culture populaire blanche que la nouvelle gauche venait de brocarder et que les démocrates croyaient savoir "traiter".

Lorsque, en 1992, M. Clinton fut élu, il le dut à une élection triangulaire et à une analyse économique que les grands esprits jugèrent un peu fruste, voire "populiste" :

*"Il faut d'abord penser au peuple. Depuis plus de dix ans, les riches sont devenus plus riches pendant que ceux qui travaillent dur et respectent les lois ont été pénalisés. (...) Washington récompense ceux qui spéculent"<sup>16</sup>.*

Après avoir laissé se creuser les inégalités sociales, après avoir négocié avec les républicains la ratification d'accords de libre-échange qui décuplent le sentiment d'insécurité du salariat américain, M. Clinton, déjà plus apprécié par la firme de *Wall Street Goldman Sachs* que par les syndicats, disputera néanmoins à M. Buchanan, voire à M. Dole<sup>17</sup>, le discours qui l'a déjà fait élire. Ce discours, M. Ross Perot vient d'expliquer que les patrons américains ne s'en soucient pas exagérément :

*"Ils se disent : OK, les hommes politiques vont devoir nous rudoyer pour avoir l'air de populistes. Mais, une fois qu'ils sont élus, c'est à nous qu'ils appartiennent."*

Serge Halimi

---

<sup>14</sup> Daniel Bell, auteur de *The End of Ideology* (Free Press, New York, 1962), avait précédemment attribué la montée de la droite radicale aux "nouvelles angoisses sociales" nées de la prospérité...

<sup>15</sup> Cf. Serge Halimi, "M. Bush peut-il tirer parti des émeutes de Los Angeles ?", *Le Monde diplomatique*, juin 1992, et Marie-France Toinet, "Aux sources puritaines des Etats-Unis", *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

<sup>16</sup> Bill Clinton et Al Gore, *Putting People First*, Times Books, New York, 1992.

<sup>17</sup> M. Buchanan a invoqué la révolte des "paysans armés de fourches" contre les "barons" tapis dans leurs "châteaux forts". Sur un mode moins coloré, M. Dole a déjà reconnu : "Les profits des entreprises ont atteint un sommet. Les licenciements aussi."